



Communiqué de presse

Conférence de presse

Département de l'information • Service des informations et des accréditations • New York

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE, M. VUK JEREMIĆ

Le Président de la soixante-septième session de l'Assemblée générale, M. Vuk Jeremić de la Serbie, a fait le bilan, pour la presse, du débat général de l'Assemblée, qui s'est déroulé au Siège des Nations Unies, à New York, du 25 septembre au 1^{er} octobre dernier.

La participation de plus de 100 chefs d'État et de gouvernement et de plus de 70 vice-premiers ministres et ministres au débat général prouve que les Nations Unies restent, selon les mots de la Charte, « un centre où s'harmonisent les efforts des nations vers les fins communes », s'est félicité M. Jeremić.

Après la première Réunion de haut niveau sur l'état de droit aux niveaux national et international, le débat général s'est déroulé sur le thème choisi par M. Jeremić: « Ajustement et règlement des situations et des différends internationaux par des moyens pacifiques ».

De nombreuses délégations sont restées attachées aux principes fondamentaux de l'intégrité territoriale, de la souveraineté nationale et du respect du droit international par les États Membres, a-t-il noté. Le débat général a vu converger des vues selon lesquelles seule une approche intégrée rend possible la prévention des conflits, la paix et la sécurité ainsi que le développement durable.

S'agissant du Moyen-Orient, le Président de l'Assemblée générale a relevé que la grande majorité des intervenants avaient appuyé la solution à deux États pour Israël et la Palestine, et souhaité la reprise du processus de paix. Ils ont également soutenu les changements démocratiques dans les pays arabes.

Très préoccupé par la détérioration de la situation humanitaire et sécuritaire en Syrie, qu'il a qualifiée de « tragédie », M. Jeremić a rappelé que les États Membres soutenaient les efforts du Représentant spécial conjoint des Nations Unies et de la Ligue des États arabes, M. Lakhdar Brahimi.

Le dossier nucléaire au Moyen-Orient a été au centre des préoccupations d'un certain nombre de pays. Les délégations ont aussi mis l'accent sur le droit légitime des États à accéder à la technologie nucléaire civile à des usages pacifiques et sur l'adhésion au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et au mandat de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

En tant que Président de l'Assemblée générale, M. Jeremić a rencontré 90 chefs de délégation en marge du débat et abordé avec eux divers sujets autour du thème du règlement pacifique des différends.

Quatre priorités vont orienter le travail du Président pendant cette soixante-septième session.

S'agissant du programme de développement pour après-2015, M. Jeremić va, avec l'aide du Brésil, contribuer à la formation du Groupe des 30 pays chargé de définir les objectifs de développement durable. Ce Groupe devra combiner ses efforts avec ceux du Groupe de haut niveau, composé du Premier Ministre du Royaume-Uni et des Présidents du Libéria et de l'Indonésie.

Ensuite, M. Jeremić a indiqué qu'il souhaitait donner à l'Assemblée générale un rôle plus important en matière de gouvernance économique mondiale. L'idée, qui a reçu un accueil positif, est d'organiser un débat de haut niveau en 2013 avec pour but de créer un mécanisme consultatif qui rapproche le G-20 et le « G-173 », soit le reste du monde.

Le Président de l'Assemblée a également l'intention de renforcer l'Alliance des civilisations de l'Organisation des Nations Unies, présidée par son prédécesseur M. Nassir Abdulaziz Al-Nasser du Qatar.

Enfin, le renforcement du rôle joué par les experts extérieurs auprès de l'Assemblée générale est la quatrième priorité du Président.

M. Jeremić a ainsi expliqué qu'il avait auprès de lui un « comité consultatif de haut niveau » composé des anciens ministres des affaires étrangères de l'Espagne, de l'Indonésie, de la Fédération de Russie, du Chili, de la Suisse et du Koweït.

Répondant à des questions sur la crise syrienne, M. Jeremić a reconnu que la communauté internationale sous-estimait la gravité de la situation. « Je ne suis pas le Président du monde; je ne suis que le Président de l'Assemblée générale pour sa soixante-septième session », a-t-il ajouté, « mais je vais essayer d'utiliser ma position » pour amener les acteurs à arrêter les tueries, et, ensuite, à discuter d'une solution politique.

Par ailleurs, il a annoncé la tenue d'un débat à l'Assemblée générale sur le statut de la Palestine, au mois de novembre, qui devrait « clarifier et simplifier » la question.

En conclusion, le Président a reconnu que la revitalisation de l'Assemblée générale et la réforme du Conseil de sécurité, évoquées plusieurs fois durant le débat général, étaient nécessaires.

* * * * *

À l'intention des organes d'information • Document non officiel